

## **Déclaration de politique budgétaire 2019**

### **1. Déclaration de responsabilité**

La Déclaration de politique budgétaire pour 2019 a été élaborée et mise au point en conformité avec la loi sur les Finances publiques et la Gestion économique (FPGE) (Chap. 244). Elle incorpore les priorités stratégiques du gouvernement qui cadrent avec le Plan national de développement durable et remplit les conditions légales énoncées aux articles 9 et 10 de la loi sur les Finances publiques et la Gestion économique.

L'article 9 exige que le gouvernement :

- fasse état de ses politiques économiques et financières, notamment celles qui se rapportent à des variables économiques et fiscales essentielles ; et
- fasse état de la discipline qu'il observera dans ses transactions économiques et financières.

L'article 10 exige que le gouvernement :

- fasse état des objectifs à long terme de sa politique fiscale en termes des principales variables économiques et fiscales ;
- précise les priorités stratégiques essentielles du gouvernement qui orienteront la préparation du budget ;
- indique quelles sont les cibles du gouvernement en matière de variables économiques et fiscales ; et
- fournisse une assurance que les objectifs à long terme énoncés dans la déclaration sont :
  - a. compatibles avec les principes de gestion fiscale responsable stipulés à l'article 22 de la loi FPGE ; et
  - b. cohérents par rapport à la déclaration de politique budgétaire pour l'exercice antérieur – c'est-à-dire que les politiques sont restées constantes dans le temps, ou, dans le cas contraire, que des justifications ont été apportées à l'appui des divergences.

La Déclaration de politique budgétaire pour 2019 atteste de la volonté du gouvernement de continuer à rehausser la croissance économique tout en augmentant les recettes, en assurant la gestion de la dette publique et en rehaussant les dépenses tant dans le secteur productif que le secteur social en vue de relever la prestation de services et d'améliorer le bien-être de toute la population de Vanuatu. A ce propos, de nouveaux projets et les projets en cours continueront d'être mis en œuvre avec l'appui de bailleurs de fonds.



Nous, en tant que Ministre et Directeur Général responsables de décider de la politique économique, financière et fiscale du gouvernement et de la mettre en œuvre, nous avons l'honneur de confirmer que la Déclaration de politique budgétaire pour 2019 cadre avec les articles 9 et 10 de la loi sur les Finances publiques et la Gestion économique (FPGE) (Chap. 244).



**Le Ministre des Finances et de la Gestion économique**  
Hon. Gaéton PIKIOUNE (MP)  
Ministère des Finances et de la Gestion économique



**Le Directeur général**  
Letlet August  
Ministère des Finances et de la Gestion économique

## 2. Politiques économiques et financières

Le gouvernement va continuer de mettre davantage l'accent sur la formulation et la mise en œuvre de politiques économiques, financières et fiscales qui cadrent avec les principes de gestion fiscale responsable énoncés à l'article 22 de la loi FPGE. Les politiques, les visées et les cibles économiques, financières et fiscales sont cruciales pour une répartition optimale des ressources financières afin de parvenir aux résultats prioritaires qui sont stipulés dans les priorités de la politique budgétaire pour 2019, et, dans le même temps, d'aider le Vanuatu à faire face aux crises financières et les gérer, ainsi qu'à gérer les risques économiques et fiscaux. Parallèlement à cela, le gouvernement va continuer à entreprendre des réformes, améliorer la prestation de services et promouvoir un environnement favorable à l'investissement et aux affaires qui permettra de rehausser la croissance économique, tout en facilitant la prestation de services, et ce, de manière financièrement durable, sans mettre en péril la croissance économique future.

La mise en œuvre des politiques du gouvernement et la réalisation de ses objectifs et de ses cibles fiscales seront guidées par les principes de gestion fiscale responsable de l'article 22 de la loi FPGE. Les principes d'une gestion fiscale responsable exigent que le gouvernement poursuive des objectifs de politique budgétaire qui :

- garantissent que les emprunts du gouvernement soient maintenus à des niveaux gérables ;
- permettent d'entretenir les avoirs de l'Etat en bon état ;
- permettent de gérer les risques fiscaux avec prudence ;
- maintiennent les taxes à des taux stables et prévisibles.

### **Principes de gestion fiscale responsable**

1. Gérer l'ensemble de la dette publique à des niveaux prudents, de façon à aménager un système tampon en prévision de facteurs qui pourraient avoir un effet néfaste sur le montant total de la dette publique à l'avenir. A défaut d'y être parvenu, il faut veiller à ce que les dépenses globales totales de l'Etat au cours de chaque exercice soient inférieures aux recettes globales totales du même exercice ;
2. Réaliser et maintenir une valeur nette publique à des niveaux qui permettent d'interposer une zone tampon en prévision de facteurs qui pourraient avoir un effet néfaste sur cette valeur à l'avenir ;
3. Gérer avec prudence les risques fiscaux auxquels l'Etat est exposé ; et
4. Poursuivre des politiques qui soient compatibles avec un degré de prédiction raisonnable quant au niveau et à la stabilité des taux d'imposition dans les années à venir.

### 3. Politiques budgétaires

La formulation des politiques budgétaires pour 2019 et leur mise en œuvre concordent avec les articles 9 et 10 de la loi sur les Finances publiques et la Gestion économique [Chap. 244]. Les politiques, objectifs et cibles budgétaires sont cruciaux pour le processus de préparation et d'établissement du budget 2019. Les politiques budgétaires pour 2019 comprennent :

1. les priorités budgétaires pour 2019 ;
2. les cibles économiques et fiscales pour 2019 ; et
3. les objectifs fiscaux à long terme

#### *a) Les priorités budgétaires pour 2019*

Les priorités de la politique budgétaire de l'exercice 2019 sont préparées en conformité avec la loi FPGE [Chap. 244] et reprennent les points essentiels du Plan national de développement durable, ou Plan du Peuple 2030.

Elles dicteront la répartition de l'espace fiscal du gouvernement et continueront de mettre l'accent sur l'attribution de ressources financières plus élevées par le gouvernement au secteur productif et social tout à la fois en vue de stimuler la croissance économique, d'améliorer la prestation de services et, de manière générale, le bien-être des citoyens du Vanuatu.

Le gouvernement en exercice réitère sa position en matière de priorités directrices pour 2019 en ce qu'il reste voué à poursuivre les réformes qu'il a lancées. Ces réformes sont indispensables pour permettre au pays de se préparer à sortir de son statut de pays moins avancé (PMA) en 2020.

Les priorités essentielles de la politique stratégique pour 2019 sont énoncées dans le cadre des sept résultats suivants, prioritaires en termes de dépenses :

#### ***Résultat prioritaire 1 : De meilleures opportunités d'affaires et un environnement plus favorable à l'investissement***

Le gouvernement de Vanuatu reste voué à soutenir le secteur productif en 2019 alors que le pays se prépare à ratifier l'accord de commerce dit "PACER Plus" (AREP) et que le Vanuatu est pressenti pour sortir du statut de PMA. Le soutien au secteur productif vise à accroître la production et encourager l'ajout de valeur pour les produits primaires qui offrent un avantage comparatif, tant sur le marché intérieur que sur les marchés à l'exportation. Cela entraînera davantage de création d'emplois dans les îles, favorisera l'investissement et stimulera les recettes fiscales pour soutenir l'économie intérieure.

Les problèmes liés à la terre tels que les litiges fonciers ont fait obstacle à l'investissement par le passé et le gouvernement actuel se lance dans une réforme foncière et des opérations d'acquisition de terres pour stimuler les investissements publics en 2019. Le gouvernement veut continuer d'aménager un environnement propice aux partenariats publics-privés et à l'entreprise en participation (joint venture) en vue d'étendre le développement économique et ses retombées bénéfiques à tout le pays.

- **Augmenter la production rurale** – en améliorant les pratiques agricoles avec le concours des agents de vulgarisation ; en perfectionnant les compétences agricoles par la formation et la transmission de connaissances ; en facilitant l'accès à la mécanisation ; et en encourageant les ni-Vanuatu à adopter des approches commerciales dans le domaine de l'agriculture et de la pêche pour garantir la sécurité alimentaire et engendrer des revenus pour améliorer les moyens d'existence socio-économiques.
- **Renforcer le développement du tourisme** – en améliorant les infrastructures (fronts de mer, quais, aéroports et routes) dans les principales destinations touristiques ; en attirant des investisseurs locaux et étrangers dans le secteur ; et en développant les talents des ni-Vanuatu pour qu'ils établissent des attractions, des produits et des services touristiques dans les îles.
- **Promouvoir le commerce, l'industrie et les coopératives** – en aménageant un environnement favorable aux affaires pour le commerce et l'investissement ; en soutenant l'investissement local et étranger dans l'industrie et la fabrication de produits à valeur ajoutée ; en encourageant le mouvement coopératif au Vanuatu ; et en développant les connaissances en matière de finance pour faciliter l'accès à des financements.
- **Elargir la base de recettes** – par l'acquisition d'office de terres dans les provinces pour stimuler l'investissement et les opportunités d'affaires ; en promulguant une législation sur l'impôt sur le revenu ; et en développant les capacités nécessaires pour l'appliquer, avec un réexamen et une déségrégation des catégories de patentes commerciales pour tous les secteurs de l'économie en vue de promouvoir les investissements locaux et étrangers, par l'acquisition de terres pour des investissements publics dans l'infrastructure en vue de soutenir la croissance économique et d'assurer une expansion de la base des recettes.

#### ***Résultats ciblés :***

- Participation accrue des ni-Vanuatu dans l'économie monétaire conventionnelle, notamment dans les domaines de la production agricole, de la pêche, du transport, du commerce de détail et des produits et services pour les touristes.
- Participation accrue et davantage de soutien au mouvement coopératif dans le pays.
- Investissement accru, local et étranger, dans la chaîne de valeur agricole ; dans les hôtels et les services pour le tourisme ; et dans la fabrication.
- Nombre accru de touristes et de visiteurs, prenant en considération de nouveaux marchés émergents, et meilleure distribution des revenus provenant du tourisme dans toutes les provinces.
- Recettes provenant de taxes en augmentation d'ici la fin de 2019, grâce à une base d'imposition plus diversifiée et équitable.
- Systèmes de gestion foncière renforcés, notamment pour réduire les arriérés d'affaires liées à des litiges fonciers et procéder à l'acquisition d'office de terres pour l'investissement et le développement.

### ***Résultat prioritaire 2 : Meilleure infrastructure***

L'infrastructure compte parmi les priorités fondamentales du gouvernement en 2019 : les routes, les quais et les aéroports, ainsi que des infrastructures pour l'énergie et les télécommunications, serviront à renforcer les liens entre services essentiels du gouvernement, l'agriculture, l'ajout de valeur, le tourisme et les marchés à l'avenir grâce à :

- **Une infrastructure aéroportuaire plus développée** – en cours, avec la création d'un terminal Code E à l'aéroport international de Bauerfield, en faisant l'acquisition de terres pour le développement d'aéroports, en mettant à niveau les aérodromes les plus importants, en adoptant définitivement l'accord d'espace aérien en vigueur.
- **Une réfection et un meilleur entretien des infrastructures rurales de grande importance** – par des partenariats avec le secteur privé, des partenaires au développement et des collectivités locales afin d'améliorer les routes rurales (y compris routes de raccordement), par une mise à niveau de quais et de jetées, la construction d'entrepôts et en mettant au point des stratégies pour le fonds d'entretien de l'infrastructure des transports.
- **Une expansion de l'accès à des télécommunications et à l'énergie et une réduction des coûts** – en encourageant le développement d'autres sources d'énergie dans les zones rurales, telles l'énergie solaire, hydro-électrique et autres sources d'énergie renouvelables ; en améliorant l'accès à des télécommunications à des prix abordables en milieu rural.

### ***Résultats ciblés :***

- Continuer à soutenir la mise en œuvre et l'achèvement de projets d'infrastructure en cours aux normes requises.
- Amélioration des échanges commerciaux et des moyens de transport dans les îles mêmes et inter-îles.
- Continuer à mettre en place le nouveau bureau et la structure du Bureau du Régulateur maritime de façon à ce qu'il puisse réellement contrôler le secteur maritime.
- Meilleur accès à l'énergie et l'électricité dans les zones rurales et continuer à soutenir le Fonds national pour l'énergie verte.

### ***Résultat prioritaire 3 : Amélioration de la qualité de l'enseignement, de l'accessibilité à l'éducation et des résultats de la formation pour les enfants et les jeunes gens***

En 2019 le gouvernement continuera de favoriser l'accès à l'éducation et d'améliorer la qualité de l'enseignement pour les garçons et les filles, de leur apporter des aptitudes et des connaissances pertinentes et poursuivra le perfectionnement des ressources humaines du pays pour qu'elles contribuent à la croissance économique du pays, par les biais suivants :

- **En ouvrant encore davantage l'accès à l'éducation** – en accélérant les progrès réalisés au niveau de la puériculture et de l'éducation primaire de la 7e à la 10e année

- **En améliorant la qualité de l'enseignement** – en veillant à ce que les enseignants soient payés et formés, en réformant les programmes scolaires en accord avec le PNDD et en modernisant les installations et les ressources scolaires, notamment celles touchées par le CT PAM
- **En multipliant les possibilités de poursuivre des études supérieures** – en achevant la révision de la stratégie pour l'éducation au Vanuatu, en élaborant un plan national de développement des ressources humaines et en reconnaissant conventionnellement l'éducation de la petite enfance et les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie dans le cadre du système d'éducation
- **En améliorant le marché de l'emploi et le développement des capacités entrepreneuriales** – par la formation technique et professionnelle et en apportant davantage de soutien aux jeunes ayant quitté l'école.

**Résultats ciblés :**

- Un soutien budgétaire accru pour couvrir la puériculture et les frais de scolarité de la 7e à la 10e année
- Une meilleure qualité de l'enseignement et de l'apprentissage
- Un soutien budgétaire accru pour des programmes de formation destinés aux jeunes ayant quitté l'école.

**Résultat prioritaire 4 : Des soins de santé de meilleure qualité**

Le gouvernement va continuer à renforcer les services de santé et accélérer la réalisation des cibles des BDS et du PNDD dans le domaine de la santé par les moyens suivants :

- **En renforçant le système de gestion de l'information pour la santé** pour pouvoir suivre les indicateurs du PNDD et favoriser la prise de décisions sur la base des constatations.
- **En rehaussant l'accès à des services de soins de santé de qualité pour la population par une planification intégrée et une juste répartition des ressources** – en renforçant la gestion financière et les procédures et en assurant une utilisation efficace des ressources.
- **En réduisant la fréquence des maladies transmissibles et non transmissibles** – par de meilleures initiatives de promotion de la santé et un renforcement des services d'extension.
- **En renforçant les actions en collaboration dans tous les secteurs et au sein du secteur de la santé** – en vue de créer un environnement plus sain et afin de s'occuper des plus gros problèmes de santé.

**Résultats ciblés :**

- 50% des postes d'entreprise au sein du MDS pourvus en permanence

- 50% des installations de santé appartenant à l'Etat respectent les profils de postes et sont conformes aux normes minima pour des services essentiels de santé au plan des ressources humaines, des espaces fonctionnels de l'infrastructure et des besoins en matériel
- Vanuatu doit avoir une densité de 24 AS pour 10 000 habitants
- Le rapport de mortalité à l'échelon national tombe à moins de 80 pour 100.000 naissances vivantes
- Diminution de la fréquence des maladies transmissibles et non transmissibles
- Le nombre de cas de tuberculose en baisse de 20%
- Le taux de fréquence parasitaire annuel (TFPA) pour tous les cas de malaria ne dépasse pas 1 pour 1000 habitants
- 95% de la population infantile entre 12 et 23 mois ont reçu trois doses du vaccin conjugué diphtérie, tétanos et coqueluche au cours d'une année donnée, administré par un professionnel de la santé qualifié
- Le taux d'obésité chez les adultes est inférieur à 32,9%
- Le taux de mortalité chez les moins de 5 ans diminue pour être au moins aussi bas que 29 pour 1000 naissances vivantes

#### ***Résultat prioritaire 5 : Meilleure prestation de services***

Le gouvernement va continuer à cibler des améliorations au sein de la Fonction publique et à soutenir la politique de décentralisation qu'il est en train de poursuivre, de façon à s'assurer que les services essentiels parviennent aux habitants des régions reculées du Vanuatu, en renforçant les autorités locales et municipales.

La politique étrangère joue un rôle crucial pour ce qui est d'attirer des aides et des investissements dans le pays à l'appui des priorités du gouvernement. Celui-ci cherche aussi à renforcer davantage la coordination des ressources de donateurs pour qu'elles concordent avec les objectifs nationaux.

- **Perfectionnement des mécanismes de prestation**, notamment en revoyant la loi sur la décentralisation pour habiliter les conseils régionaux, en établissant un mécanisme de responsabilisation en termes de gouvernance et en développant et en distribuant un programme de travail sous-national et des manuels de formation sur la planification et la préparation de budgets
- **Amplification des partenariats avec les donateurs, les organisations au sein des communautés et les organisations non gouvernementales** – en réexaminant les dispositions et les institutions d'ONG en vigueur, en mettant au point un mécanisme de responsabilisation avec les autorités coutumières et en élaborant des protocoles d'accord avec des prestataires de services clefs.



- **Renforcement des institutions à la tête de l'exécutif** pour continuer à entraîner et mettre en œuvre des réformes, y compris le Plan national de développement durable ;
- **Amélioration des services de sécurité nationaux** – par un renforcement des services de sécurité, des institutions et des centres correctionnels.

***Résultats ciblés :***

- Lancer le processus de réexamen des rouages du gouvernement en vue d'améliorer la prestation de services par les pouvoirs publics
- Processus de dévolution amplifié, avec des améliorations systématiques du cadre et des mécanismes de prestation de service au niveau sous-national
- Structure mise au point pour le Malvatumauri, les conseils provinciaux, régionaux, tribaux et villageois
- Mécanisme de gouvernance achevé pour les conseils régionaux
- Renforcer l'association des ONG [VANGO] telle que nouvellement établie / protocole d'accord signé avec le gouvernement
- Meilleure intégration des programmes de donateurs aux programmes de travail des ministères et au budget annuel

***Résultat prioritaire 6 : Résilience accrue et meilleure gestion des ressources naturelles***

Le gouvernement va continuer de veiller à la protection de l'environnement naturel sur terre et en mer, car notre bien-être social et économique en dépend en grande partie, et de consolider notre résilience face aux changements climatiques et aux dangers naturels, par les moyens suivants :

- Meilleure administration de l'adaptation au changement climatique et de la gestion des risques, pour atténuer les effets et les impacts du changement climatique ;
- Accès accru, équitable et abordable à de l'eau et des systèmes sanitaires – pour assurer davantage d'accès à des sources d'eau potable pour les communautés ;
- Des institutions et une gouvernance plus solides, qui protègent notre environnement et nos ressources naturelles ; disposer d'une législation et d'un cadre administratif solides qui protègent nos ressources naturelles ;
- Résilience accrue dans le secteur productif – afin d'améliorer la résistance des produits de l'agriculture et de la pêche.

### ***Résultats ciblés:***

- Veiller à mettre davantage en exergue l'administration des changements climatiques et des risques de catastrophe dans le processus de planification et de préparation du budget du gouvernement afin de gérer les impacts de catastrophes et du changement climatique
- Accélérer la mise en œuvre du programme de couverture pour l'eau – l'eau doit être la priorité de 2018 à 2020 comme étant un droit fondamental de l'être humain pour la population et les sociétés de Vanuatu
- Soutenir pleinement la mise en œuvre du programme de résilience dans le secteur de l'agriculture et de la pêche – avec des activités/programmes visant à préserver les moyens d'existence de la population rurale/ ses sources de nourriture et sa production alimentaire
- Appuyer la mise en œuvre de politiques et programmes nationaux sur l'environnement afin de promouvoir un développement durable, en mettant l'accent sur la mise en application de la décision concernant l'interdiction des sacs en plastique.

### ***Résultat prioritaire 7 : SOC 4 et SOC 5 : Inclusion sociale, sécurité, paix et justice***

Le gouvernement va continuer de veiller à ce que notre société soit inclusive, une société qui défend la dignité humaine, où les droits de tous les Ni-Vanuatu, dont les femmes, les jeunes, les personnes âgées et les groupes vulnérables, sont soutenus, protégés et favorisés, et aussi à rehausser une société où l'on respecte l'autorité de la loi et où la justice est accessible opportunément à tout le monde, et ce par les moyens suivants :

- **En renforçant la capacité institutionnelle des forces de sécurité nationales** et en s'assurant qu'elles sont dotées des moyens nécessaires pour parvenir aux cibles de performance – pour avoir des forces de sécurité et de police nationales solides
- **En mettant en oeuvre des processus de planification et de préparation budgétaire sensibles aux genres** de façon à inclure la question des genres dans ces processus pour tous les ministères
- **En encourageant la gouvernance traditionnelle et les principes chrétiens** pour une société paisible, pour avoir une société vivant dans la paix, fondée sur nos valeurs mélanésiennes.

### ***Résultats ciblés:***

- Elaboration d'un cadre pour la sécurité nationale de façon à rehausser la coordination entre agences
- Relever la capacité des forces de sécurité et de police par le biais de formations appropriées et avec les ressources nécessaires
- Une planification et une budgétisation sensibles aux genres
- Fournir des ressources pour renforcer la coordination d'activités liées aux droits de l'homme
- Continuer à promouvoir une société juste et paisible, fondée sur les valeurs mélanésiennes

- Appliquer la législation nationale qui régit le développement des jeunes.

### ***Affectation de l'espace financier aux résultats prioritaires***

Il est proposé que l'espace financier global, une fois qu'il aura été défini par analyse par le Service des Finances et du Trésor, soit affecté par la CBM de façon à correspondre au plus près à la répartition suivante entre les sept résultats prioritaires susdits :

- **Résultat prioritaire 1** : De meilleures opportunités d'affaires et un environnement plus favorable à l'investissement - 20%
- **Résultat prioritaire 2** : Meilleure infrastructure - 20%
- **Résultat prioritaire 3** : Meilleure qualité de l'enseignement et accessibilité à l'éducation - 15%
- **Résultat prioritaire 4** : Des soins de santé de meilleure qualité - 10%
- **Résultat prioritaire 5** : Meilleure prestation de services - 10%
- **Résultat prioritaire 6** : Résilience accrue et meilleure gestion des ressources naturelles - 15%
- **Résultat prioritaire 7** : SOC 4 et SOC 5 – Inclusion sociale, sécurité, paix et justice - 10%

### ***Programmes continus de la part de partenaires au développement***

Le gouvernement et ses partenaires au développement entreprendront conjointement la mise en œuvre de programmes en 2019. En 2018, le gouvernement a eu plusieurs entretiens avec des partenaires au développement qui ont des programmes en cours au Vanuatu et des discussions sur la question de savoir comment les partenaires pourraient faire concorder leurs programmes avec ceux du gouvernement en 2019, par des relations de travail plus étroites et une meilleure coordination à l'échelon national et sectoriel.

### ***Besoins en termes de rétablissement après le CT Pam***

Le programme de rétablissement du gouvernement suite au CT Pam va se poursuivre en 2019, en reprenant les travaux qui n'ont pu être achevés en 2018 et en lançant les programmes de rétablissement qui restent à mener, le cas échéant. Les besoins les plus importants au plan du rétablissement touchent le secteur productif, l'infrastructure et les bâtiments publics, l'eau et l'hygiène publique, la santé et l'éducation. Le programme de renforcement économique devrait se poursuivre en 2019, car certains des programmes de rétablissement seront encore en cours en raison de retards dans la mise en œuvre en 2018. Ces programmes liés au rétablissement seront mis en œuvre en parallèle et en complément de ceux des partenaires au développement et des programmes périodiques du gouvernement.

### ***b) Politiques fiscales***

La mise en œuvre des politiques fiscales du gouvernement continue d'être dictée par les principes de gestion financière responsable. La mise en œuvre de ces politiques fiscales, assortie de réformes du gouvernement et d'une bonne gestion des finances, continuera de mettre davantage l'accent sur la croissance économique, l'augmentation des recettes publiques pour couvrir les programmes de dépenses publiques croissantes et les activités qui y sont associées, en vue de rehausser la prestation de services et

d'améliorer le bien-être de tous les habitants au Vanuatu. A ce propos, le gouvernement va continuer de concevoir et d'appliquer de nouvelles initiatives de génération de recettes, d'affecter davantage de moyens financiers au secteur productif ainsi qu'au secteur social et d'aménager un environnement propice aux affaires qui saura aussi stimuler l'investissement privé.

### ***C) Mise à jour de la situation économique en 2018***

#### **Perspectives économiques dans le monde (PEM)**

Dans sa publication sur les perspectives économiques dans le monde (PEM) du mois d'avril 2018, le Fonds monétaire international (FMI) rapportait que les activités économiques mondiales devaient probablement reprendre de 0,1 point de pourcentage en 2017 pour passer à 3,8 pour cent contre 3,7 pour cent selon les PEM de janvier 2018. En 2018 et 2019 la croissance devrait s'amplifier à 3,9 pour cent selon les PEM révisées du FMI en avril. La croissance a repris aux Etats-Unis, les entreprises ayant repris confiance suite à l'évolution de la réforme de la politique fiscale, tandis qu'en Grande Bretagne, on s'attend à un ralentissement de l'économie résultant de l'évolution des circonstances entourant le BREXIT, à la traîne par rapport aux pays de la zone euro en 2018, car on s'attend à ce que des pressions inflationnistes freinent l'engouement pour des investissements dans la région à moyen terme. Malgré tout, la croissance dans les principales économies avancées, y compris au Royaume Uni, reste constante, avec des indications de forte hausse des exportations induite par une solide demande extérieure.

Dans les marchés en développement et émergents, les prévisions de croissance demeurent mitigées, avec un rééquilibrage en Chine après une poussée exceptionnelle des exportations en 2017, tandis que des facteurs géopolitiques continuent d'affecter la croissance au Moyen-Orient. Dans l'ensemble, la croissance dans les économies de l'ANSEA devrait poursuivre son rythme accéléré et on anticipe qu'il se maintienne à moyen terme, compte tenu des meilleures conditions d'offre des principaux produits de base, dont le carburant. Cela est important pour les pays importateurs qui jonglent avec le fardeau financier que représente le coût des importations, tandis que pour les pays exportateurs, une augmentation des exportations contribuera à une hausse des rentrées d'argent et permettra par la même occasion de stabiliser leur compte courant. On anticipe que la croissance de l'économie indienne et chinoise reste élevée à 7,4 pour cent et 6,6 pour cent en 2018, reflétant une stabilité escomptée des exportations de produits de base. Malgré cette évolution récente, un suivi et une évaluation en permanence des grands principes de base macroéconomiques restent à l'ordre du jour de la politique économique en vue de consolider la demande mondiale.

Malgré la stabilité des cours mondiaux des produits de base et des devises, les principaux taux d'inflation remontent du fait d'une demande supérieure à l'offre des principaux produits de base, ce qui va mettre davantage de pression sur les prix des produits de base et les expectatives de hausse de salaires en raison de conditions plus serrées sur les marchés de l'emploi dans le monde. Le taux d'inflation, tant dans les économies avancées que dans les marchés émergents, se situerait prévisionnellement à 2,0 pour cent en 2018, et à 4,6 pour cent, contre une progression de 1,7 pour cent et 4,0 pour cent en 2017.

#### **Perspectives économiques au Vanuatu (PEV)**

La croissance économique du Vanuatu pour 2017 a été révisée à la hausse, de 0,2 point de pourcentage, passant de 4,3 pour cent selon le budget à 4,5 pour cent en avril 2018. Lors de la réunion du mois d'avril,



l'économie s'amplifierait, selon les estimations, de 3,4 pour cent en 2018, suivi d'une croissance de 3,2 pour cent en 2019, avant de se stabiliser à 2,6 pour cent en 2020.

Les prévisions actuelles montrent que la croissance en 2018 sera entraînée par le secteur des services, contribuant pour 2,0 pour cent, suivi du secteur de l'industrie avec 0,8 pour cent, tandis que le secteur agricole contribuerait environ 0,5 pour cent au produit intérieur brut (PIB) prévisionnel de 2018. Après plusieurs années de calme, l'immobilier et la finance et l'assurance donne des signes de reprise des activités grâce à un regain de confiance dans l'économie. Cette tendance est soutenue par le marketing mené en continu dans les principaux pays sources de touristes et l'annonce de la mise à niveau de l'aéroport international de Bauerfield, en plus de la stabilité politique qui règne à présent.

En ce qui concerne la production de coprah et de kava, on s'attend à ce qu'elle maintienne son essor après la poussée en 2016 en raison de bouleversements au plan de l'offre et de meilleures conditions de la demande entraînant une hausse des prix. Le prix du coprah a baissé récemment du fait des meilleures conditions d'offre sur les marchés mondiaux, qui ont des retombées directes sur la chaîne de l'offre intérieure. Malgré le déclin des cours mondiaux du coprah, les denrées qui se négocient de façon serrée, comme le cacao, le kava et la viande bovine, devraient, selon toute attente, compenser les baisses éventuelles de rentrées de devises étrangères. Etant donné l'impact croissant et imprévisible des catastrophes naturelles dans le pays, la production intérieure risque d'être assez erratique, ce qui va imposer des contraintes sur la prise de décision de politiques, surtout dans le secteur productif. Le gouvernement a certes reporté son attention sur le secteur productif où une majorité de la population est constituée d'agriculteurs de subsistance, mais il faut prévoir une politique innovatrice pour aider les agriculteurs à planter des cultures résistantes aux catastrophes. C'est là où le gouvernement doit concentrer ses efforts, comme prévu dans l'intention énoncée dans le *résultat prioritaire numéro 6*.

Le bâtiment au Vanuatu connaît un essor depuis 2016 ce qui a contribué à soutenir l'économie. Le soutien massif des partenaires au développement, plus la stabilité au plan gouvernemental, a permis de rétablir la confiance et par la même occasion de renforcer la mise en œuvre de projets de développement de l'infrastructure. Cela a créé des emplois dont on avait bien besoin dans le secteur de l'industrie, avec des retombées bénéfiques ressenties partout dans l'économie. C'est très important étant donné que le gouvernement poursuit sa politique de développement de l'infrastructure en vue de favoriser les échanges commerciaux tout en ménageant sa politique sur le développement inclusif et durable de l'infrastructure. Comme prévu, cet objectif continuera d'être poursuivi à moyen terme et le gouvernement entend y affecter environ 20 pour cent des moyens financiers prévus pour 2019. Ce faisant, cette expectative doit cadrer avec un échelonnement soigneusement réfléchi de façon à éviter une surchauffe éventuelle de l'économie, avec des implications possibles à court terme au plan macroéconomique.

Le secteur des services s'est remis de l'impact du CT Pam. Le nombre de touristes à l'arrivée a été entraîné par les visiteurs à la journée, tandis que la situation concernant les visiteurs arrivant par avion continue de présenter des défis. Toutefois, le nombre progressivement croissant de visiteurs par avion ne concorde pas avec les taux d'occupation des hôtels et des centres d'hébergement au Vanuatu. Une nouvelle tendance se dessine nettement avec davantage de visiteurs par avion rendant visite à des amis, tandis que d'autres rentrent chez eux, surtout des étrangers propriétaires de biens immobiliers au Vanuatu. Les faits anecdotiques semblent indiquer que les visiteurs arrivant par avion s'inscrivent davantage dans la fourchette des gens aux revenus moins élevés. Cela expliquerait le nombre croissant d'arrivées par avion comme indiqué par les vols pleins avec le transporteur national de Vanuatu, Air Vanuatu, et le

montant croissant des charges reversées à Airports Vanuatu Limited, alors que cela ne concorde pas avec ce qui se passe dans le secteur de l'hôtellerie et de l'hébergement. Par ailleurs, on a constaté une augmentation des investissements directs de l'étranger ce qui a stimulé la croissance dans le domaine de l'immobilier et dans le secteur des finances et de l'assurance. Compte tenu de tous ces développements, on estime que le secteur devrait progresser de 3,1 pour cent en 2018, avant de se stabiliser à 2,3 pour cent en moyenne sur la période 2019-2020.

### **Actualisation de la situation monétaire**

La Banque de Réserve de Vanuatu (BRV) a progressivement resserré sa politique monétaire en mai 2018. Elle a augmenté son taux directeur de 2,85 pour cent à 2,90 pour cent et le rapport de dépôt de réserve légale est passé de 5,00 pour cent à 5,25 pour cent. Le rapport d'avoirs liquides a été maintenu à 5 pour cent. Le resserrement progressif de la politique monétaire s'est avéré nécessaire en raison de l'accumulation de surplus de liquidités dans le système bancaire et dans l'expectative d'une hausse des pressions inflationnistes.

La stabilité macroéconomique a été réalisée en 2017 et jusque dans les trois premiers mois de 2018, car les deux objectifs principaux de la politique monétaire, à savoir réserves étrangères et inflation, sont restés dans la fourchette ciblée. Les réserves étrangères correspondent à présent à plus de 8 mois d'importations prévisionnelles, bien supérieures au seuil minimum de 4 mois de couverture des importations. De même le taux d'inflation annuel, bien qu'il ait été enregistré à 3,2 pour cent au trimestre à fin décembre 2017, reste dans la fourchette ciblée de la BRV de 0 à 4 pour cent. Le volume de liquidité dans le système bancaire a continué d'être à un niveau élevé, traduisant l'accumulation continue de réserves excédentaires. Cette accumulation était liée au relâchement de la politique monétaire, à une conjoncture terne se manifestant par une croissance continuellement faible du crédit au secteur privé et des rentrées nettes de réserves étrangères à la BRV. Les deux régimes de facilité de crédit, le régime de substitution des importations et de financement des exportations<sup>1</sup> et la facilité de crédit pour la reconstruction après une catastrophe naturelle<sup>2</sup>, continuent d'être en vigueur.

La croissance monétaire est restée constante tout au long de 2017, jusque dans les trois premiers mois de 2018, entraînée principalement par les avoirs nets étrangers (ANE) et une légère reprise du crédit intérieur. Cette légère reprise du crédit intérieur vient en grande partie d'une injection de liquidités engendrée par l'autorité fiscale, d'une augmentation du crédit intérieur et, dans une moindre mesure, d'une reprise des crédits consentis à des particuliers et des ménages. Les prêts à des fins commerciales sont restés modiques, traduisant une absence de demande provoquée par l'incertitude causée par les politiques fiscales du gouvernement et d'autres problèmes d'ordre structurel. La croissance des ANE est restée ferme en 2017, jusqu'en mars 2018, grâce notamment aux rentrées enregistrées par la BRV et d'autres établissements dépositaires provenant de fonds associés à la reconstruction dont on avait bien besoin. La croissance monétaire devrait rester stable en 2018, principalement en raison d'une recrudescence des ANE car les réserves étrangères devraient continuer à être suffisantes et dans les limites du seuil de la BRV à la fin de 2018. On s'attend à ce que le crédit au secteur privé s'améliore, mais à un rythme ralenti tout au long de l'année en raison d'incertitudes planant encore sur l'économie.

### **Balance des paiements**

---

<sup>1</sup> Il s'agit d'une facilité de crédit dos à dos pour les entreprises, proposée par l'intermédiaire des banques commerciales

<sup>2</sup> Il s'agit de facilités de crédit proposées aux entreprises pour la remise en état et la reconstruction suite au CT Pam

La balance des paiements affiche un déficit de 620 millions de vatu à fin décembre 2017, ce qui indique une sortie nette de devises étrangères. Le déficit en compte courant s'est creusé de 16 pour cent au cours du trimestre et de 17 pour cent sur l'année, reflétant des sorties nettes en termes de commerce international de marchandises pour le Vanuatu et une diminution des subventions officielles. Avec une majorité des projets publics d'investissement en capital proche de l'achèvement, les financements extérieurs ont sensiblement diminué à la fin du mois de décembre 2017. Le compte financier a aussi enregistré une énorme diminution des dépôts, les sociétés faisant des placements à l'étranger. Malgré tout, les réserves officielles se situent encore bien au dessus du seuil de 4 mois de couverture des importations avec 11,2 mois de couverture à fin décembre 2017.

Au fil des ans, jusqu'à mars 2018, les réserves officielles se montaient à 42 milliards de vatu environ, suffisantes pour financer 10 mois d'importations prévisionnelles. Cette situation pourrait changer compte tenu de l'évolution récente, tout en restant confortable. Le déficit en compte courant va probablement se creuser encore davantage en 2018, car on s'attend à ce que les marchandises libellées en dollars US s'apprécient et que le remboursement de la dette extérieure soit plus élevé. Les réserves étrangères devraient rester supérieures au seuil minimum dans l'immédiat, soutenues par des rentrées escomptées de devises étrangères provenant de services et de transferts gouvernementaux. On s'attend à des pressions sur le niveau des réserves étrangères officielles à moyen terme au fur et à mesure que le remboursement de la dette publique et la demande d'importations augmentent.

### **Inflation**

Le taux d'inflation est resté confortablement dans la fourchette ciblée par la BRV, de 0 à 4 pour cent, au trimestre à fin décembre 2017. Une augmentation des prix intérieurs des produits alimentaires, plus précisément des fruits et légumes, a entraîné une hausse des prix des produits alimentaires et la légère hausse du prix du carburant a contribué à une augmentation des prix du transport et des services publics (bien qu'ils aient fléchi au cours du dernier trimestre), et l'inflation d'une année à l'autre a enregistré 3,5 pour cent au cours du trimestre à fin septembre et 3,2 pour cent pour le trimestre à fin décembre 2017. Sur l'année, l'inflation est prévu augmenter en 2018 au delà de la fourchette ciblée entre 0 et 4 pour cent, au delà de 5 pour cent au trimestre à fin mars 2018, avant de redescendre à plus de 4 pour cent d'ici le trimestre à fin décembre 2018 et de baisser davantage en 2019. L'inflation est entraînée principalement par l'effet exceptionnel de l'augmentation de la TVA (de 12,5% à 15%) à compter du début de 2018 et l'impact de l'augmentation des salaires dans la fonction publique sur demande. Côté inconvénients, le recul attendu dans les activités de construction tributaires de la demande, en rapport avec les projets d'infrastructure financés par des bailleurs de fonds, a réduit l'écart des résultats (l'écart des résultats positifs se rétrécit). L'augmentation des prix de denrées importées récemment (plus particulièrement le riz) and des prix légèrement plus élevés pour le carburant sont des risques côté avantages en termes d'inflation prévisionnelle. A moyen terme, le taux d'inflation prévisionnel en fin d'année basé sur l'IPC serait supérieur à 4 pour cent en 2018 et se situerait à 2,5 pour cent en 2019.

### **d) Gestion budgétaire**

Le budget de 2019 sera établi et mis en œuvre de manière conforme à la Loi sur les Finances publiques et la Gestion économique (telle que modifiée) (Chap. 244). En 2019, le gouvernement continuera de soutenir les agences génératrices de recettes dans la perception des recettes déjà prévues et de celles devant provenir de nouvelles initiatives, tout en renforçant l'administration, la mise en conformité et

l'application des régimes de taxes et de droits pour générer les fonds nécessaires au financement des programmes de dépenses du gouvernement et des activités qui y sont associées. Toutefois, le gouvernement continuera d'emprunter, de manière prudente, pour le cas où les recettes ne suffiraient pas à couvrir les dépenses publiques. Dans la gestion de son budget et de sa trésorerie, le gouvernement continuera d'appliquer certaines mesures de contrôle des recettes et des dépenses, ainsi que de gérer et maintenir la dette publique à un niveau prudent pour atteindre les objectifs et les cibles de sa politique fiscale, notamment un budget équilibré en 2019.

#### ***e) Dette publique et emprunts du gouvernement***

Certains gros projets d'infrastructure ont été achevés ou sont proches de l'achèvement en 2017 et 2018. Il n'y a pas eu de changements majeurs au plan des prévisions d'endettement total depuis 2015, donc le niveau d'endettement cadre encore avec l'analyse du niveau d'endettement soutenable (ANES) de la Banque Mondiale et du FMI. Or ce niveau d'endettement est pressenti diminuer cette année car le gouvernement se lance actuellement dans un vaste plan de réduction de la dette publique.

#### ***Réduction de l'endettement de Vanuatu (remboursement anticipé) – une étape importante de la politique d'endettement pour le gouvernement***

De gros efforts ont été entrepris cette année en vue de réduire le niveau d'endettement du gouvernement. La dette intérieure, par exemple, a diminué de 1,1 milliard de vatu rien qu'en février 2018. C'est la toute première fois qu'un montant aussi énorme a été entièrement réglé, ramenant ainsi la dette intérieure totale à 6,8 milliards de vatu.

En ce qui concerne la dette extérieure, le gouvernement prend actuellement des dispositions pour réduire le fardeau de la dette extérieure de 1,5 milliard de vatu d'ici la fin de 2018. Cela signifiera que de nombreux emprunts extérieurs seront intégralement remboursés. Les emprunts retenus pour être remboursés viennent de la BAD, de la Banque Mondiale et de la Banque EXIM de Chine. Le remboursement anticipé de prêts est un véritable exploit comparé à d'autres pays de la région et il est pressenti se poursuivre à court terme – compte tenu des fonds disponibles du Trésor. La réduction de la dette va aménager de la place pour des emprunts à l'avenir pour des projets prioritaires du gouvernement qui auraient un impact économique plus important et dégageraient davantage de recettes pour l'Etat.

Un nouveau cadre d'ANES doit être publié en juillet et le risque modéré de notre endettement pourra être évalué après cela. Le rapport d'endettement au PIB à sa valeur actuelle va probablement atteindre une pointe d'environ 32% en 2022, contre 20% environ à présent – le taux seuil en termes de vigueur modérée des politiques de gestion de l'endettement et des pays moins avancés (PMA) est de 40%.

#### ***Il est fortement recommandé d'adopter une approche plus disciplinée dans le choix de nouveaux financements responsables pour l'infrastructure et dans l'observation des stratégies d'endettement.***

Il faudrait faire une appréciation complète des risques lorsqu'il s'agira de choisir des financements pour de nouvelles infrastructures pour mettre en relief la nature et la diversité des vulnérabilités d'endettement au niveau actuel de notre risque modéré. Si on ne prend pas garde, les priorités de remboursement des dettes entraîneraient une diminution des services sociaux publics (éducation et santé) dans un proche avenir si les recettes n'augmentent pas par rapport à leur niveau actuel.



Il faut évaluer l'espace fiscal, en prenant des mesures appropriées, et nous devons nous en tenir à notre stratégie de gestion de la dette – par exemple, une politique de plafonnement de la dette à court terme à 30% uniquement à titre de seuil de référence.

Dans ces circonstances, de nouvelles initiatives de génération de recettes devront être mises en œuvre en prévision des obligations de remboursement dans un proche avenir, lorsque commencera l'amortissement du capital. Tous nouveaux emprunts devront être contractés à des conditions de faveur uniquement (avec une composante de 35% de subvention). Selon la stratégie de gestion de la dette en vigueur, il est recommandé au gouvernement d'appliquer des politiques financières prudentes et de revoir ses priorités en termes de dépenses, ce qui comprend la mise en œuvre d'une réforme du régime fiscal, et de continuer à rechercher des financements par subventions pour des investissements dans l'infrastructure.

Etant donné la vulnérabilité du Vanuatu et son exposition aux risques de catastrophes naturelles, le gouvernement va probablement adopter une politique visant à internaliser les risques associés aux catastrophes naturelles pesant sur la croissance et accroître la capacité de réagir et de gérer leur force destructrice. Cependant, le gouvernement a entrepris d'instituer des mesures ex-ante qui nécessiteraient plusieurs étapes de préparation, y compris, mais sans s'y limiter, renforcer l'évaluation des risques et la planification, constituer des tampons financiers intérieurs, se garantir des tampons extérieurs et encourager et adopter des infrastructures résistantes et en assurer l'entretien adéquat. Tout ceci fait désormais partie intégrante de la déclaration de politique budgétaire pour l'exercice 2019 de manière à aider à guider les discussions concernant le budget en vue d'identifier et de reconnaître les risques financiers, y compris ceux liés aux catastrophes naturelles et au changement climatique<sup>3</sup>.

### ***Dettes garanties par l'Etat***

Il arrive que le gouvernement soit appelé à garantir des dettes pour le compte d'une entreprise d'Etat. A présent, le niveau des dettes garanties s'élève à environ 2,8 milliards de vatu – dont 93% sont détenus par Air Vanuatu (Operations) Limited. Le gouvernement a par ailleurs entrepris un examen approfondi des entreprises d'Etat et va lancer d'importantes réformes découlant d'une nouvelle législation sur les EE qui aideront à faire une révision de l'environnement actuel des EE et mettre en place une meilleure plateforme destinée à en améliorer la durabilité financière et le rendement, le service clientèle, l'administration et la transparence.

### ***f) Recettes et taxes***

La nécessité de générer davantage de recettes pour financer les services essentiels est reconnue comme étant une priorité du gouvernement. De ce fait, nous avons constaté que le gouvernement a fait plus d'efforts pour percevoir suffisamment de recettes.

En 2017, la perception de recettes, qui représentait 22,2 pour cent du PIB, a dépassé la cible budgétaire de 22,3 pour cent. Le ministère des Finances et de la Gestion économique, le ministère des Affaires intérieures et le Bureau de la citoyenneté ont enregistré des recettes supérieures aux cibles budgétaires en 2017.

---

<sup>3</sup> Se reporter au tableau des cibles économiques et fiscales pour 2019

Le Bureau de la citoyenneté a réagi positivement en faisant la transition au nouveau programme de soutien au développement de Vanuatu (PSDV) et au programme de contribution de Vanuatu (PCV). Les recettes perçues ont dépassé la cible budgétaire de 108,3 pour cent.

Le ministère des Finances et de la Gestion économique a lui aussi connu une forte progression au plan de la perception de la TVA qui a dépassé la cible budgétaire de 7,1 pour cent en 2017. La mise en œuvre du nouveau modèle de fonctionnement du Service de la Douane et des Contributions indirectes (SDCI) semble bien progresser en termes de la nouvelle conception opérationnelle. Une amélioration de la mise en conformité a également contribué à la bonne perception de recettes. La bonne perception de recettes de la part de ce ministère est aussi attribuable à la perception de recettes plus élevées que celles prévues au budget pour les droits de douane à l'importation et la taxe d'accise afférente.

Le ministère des Affaires intérieures a lui aussi enregistré des recettes supérieures provenant d'activités liées à l'immigration et au contrôle des frontières. On anticipe que cette tendance se poursuivra en 2018.

Plusieurs ministères n'ont pas réussi à réaliser leur cible de recettes pour 2017 et il faut donc assurer un suivi plus rigoureux pour garantir la perception des recettes prévues au budget pour ces ministères en 2018. Les recettes perçues de ces secteurs sont principalement des droits et charges imposés pour des services fournis.

En matière fiscale, le gouvernement s'est engagé à satisfaire aux exigences du Forum mondial sur la transparence et l'échange automatique d'informations en matière fiscale (G-20). Parmi les activités importantes en perspective pour le Vanuatu en 2018, il y a le deuxième examen par des pairs qui doit être entrepris par le secrétariat de l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économiques) et l'engagement de Vanuatu d'adhérer à la Convention sur l'assistance administrative réciproque en matière fiscale. Ces activités sont essentielles et le Vanuatu doit s'assurer que des éléments importants sont mis en place avant l'examen par les pairs.

Le Vanuatu a promulgué la loi sur la coopération fiscale internationale en juin 2016, qui est un texte nécessaire pour pouvoir procéder à des échanges d'information à des fins fiscales, dont la date prévisionnelle de commencement est en juin 2018. *Avec la concrétisation des échanges d'information, le Vanuatu ne sera plus considéré comme un paradis fiscal par l'OCDE*, puisque l'un des critères pour être un paradis fiscal consiste à avoir des lois ou des pratiques en place qui empêchent l'échange effectif d'informations pertinentes avec d'autres gouvernements concernant des contribuables profitant d'une juridiction à taxation faible ou nulle. Ce sont de gros progrès effectués par le gouvernement afin de veiller à ce qu'il respecte ses obligations internationales dans le domaine fiscal.

### **Initiatives éventuelles de génération de nouvelles recettes**

Le gouvernement n'est pas encore en mesure de prendre une décision sur l'opportunité de l'introduction d'un impôt sur le revenu. Les recettes potentielles générées par un tel régime, qui comporterait aussi une diminution des droits de douane à l'importation et la suppression de droits et frais onéreux, pourraient être de l'ordre de plus **3 milliards de vatu**. Cette initiative de politique de recettes reste encore à l'ordre du jour du gouvernement qui en décidera dans un proche avenir.

### ***Modernisation et réexamen des recettes non fiscales***

La priorité du MFGE en 2018 serait d'assurer une administration effective et efficace des recettes et de revoir les recettes non fiscales pour supprimer les droits et charges inefficaces.

La modernisation des opérations du Service de la Douane et des Contributions indirectes (SDCI) est un aspect clef de la réforme des recettes et des efforts ont été déployés au cours des dernières années pour en consolider les capacités et en renforcer le fonctionnement. Certains aspects de la modernisation du SDCI comprennent un modèle basé sur les services, pour aider les contribuables à s'acquitter de leurs obligations ; un système de dépôt et de paiement par voie électronique ; la gestion de la conformité basée sur le risque ; une charte des clients ; un code de conduite et des normes de productivité ; introduction d'un système de rapport annuel par rapport à des indicateurs clefs de productivité ; des services électroniques mis à niveau (plus modernes) ; des procédures douanières rehaussées visant à favoriser le commerce ; et des procédures modernes d'appel et de revision. Il est recommandé aussi de moderniser les lois sur les taxes et les recettes en prévision de la mise en œuvre de la réforme fiscale et des recettes.

Le gouvernement s'attache aussi à revoir tous les droits et charges non fiscaux dans le but de s'assurer qu'ils sont bien gérés et perçus efficacement et qu'ils concordent avec les objectifs stratégiques du gouvernement.

### ***Recettes en souffrance***

Dans sa décision en juin 2017, le Conseil des Ministres a ordonné au Service de la Douane et des Contributions indirectes de recouvrer les impayés de TVA auprès des entreprises d'Etat et des entreprises et d'appliquer des stratégies visant à garantir leur mise en conformité à l'avenir.

La cellule chargée de la politique des recettes et de sa mise en œuvre recommande de passer par pertes et profits tous les arriérés de TVA des entreprises d'Etat appartenant entièrement au gouvernement et des communes afin de dégager des ressources précieuses du SDCI et leur permettre de se concentrer sur l'amélioration des processus de dépôt et de paiement des taxes en vigueur à leur date d'échéance.

Avec la création de la Commission d'administration des recettes en avril 2018, la cellule de politique et de mise en œuvre des recettes est chargée de travailler en collaboration avec les ministères concernés pour les aider à récupérer leurs recettes restées en souffrance. Si tout se passe comme prévu, alors le gouvernement peut espérer récupérer plus de 200 millions de vatu d'impayés. De plus, rattraper les arriérés permettra d'améliorer la perception des recettes pour l'exercice en cours. Le ministère des terres et le ministère de l'infrastructure et des services publics ont enregistré le plus gros montant restant encore à percevoir, qui représente 80% des 1,6 millions de recettes non perçues (TVA non comprise).

Comme c'est toujours le cas, la mise en œuvre de tous les programmes de dépenses publiques et d'activités approuvés pour l'exercice dépend de la perception de recettes. Le gouvernement continuera de stimuler sa perception des recettes en renforçant l'administration, la conformité et l'application des taxes existantes, ainsi que des droits et charges qui viennent d'être introduits.

#### ***g) Programme de dépenses et politiques***

Le programme des dépenses, les activités et les politiques du gouvernement pour 2019 concorderont avec les politiques budgétaires de 2019. Par conséquent, la répartition de l'espace fiscal du gouvernement pour de nouvelles propositions de principe (NPP) cadrera au plus près possible avec les sept résultats prioritaires des dépenses énoncés dans les priorités stratégiques du gouvernement. Le gouvernement continuera d'appliquer une discipline fiscale et de gestion financière saine pour s'assurer qu'il y a suffisamment de fonds disponibles pour le programme des dépenses publiques et ses politiques, ainsi que pour les résultats prioritaires des dépenses.

#### **4. Nouvelles propositions de principe (NPP)**

Le budget de l'exercice 2019 comprendra des nouvelles propositions de principe (NPP) qui se rapprocheront le plus possible des résultats prioritaires de dépenses publiques. Toutefois, l'attribution d'espace fiscal aux NPP en 2019 ne sera prise en considération que si elles ont été validées par le responsable de l'agence et saisies dans le système de gestion financière du gouvernement, et de plus, si elles :

- peuvent être prises en compte dans le cadre de l'enveloppe fiscale totale ;
- ont été bien étudiées et consistent en des propositions précises susceptibles de renforcer les orientations et programmes clés du gouvernement ;
- s'inscrivent dans la capacité du ministère de les mettre en oeuvre dans les délais suggérés ;
- sont susceptibles d'amplifier et de développer la capacité et le taux de croissance économique du pays ; et
- sont financièrement durables si elles vont devenir une activité de fonctionnement.

Le budget de 2019 inclura aussi des NPP financées par des bailleurs de fonds. Par conséquent, le gouvernement va continuer d'insister sur l'importance d'utiliser les systèmes financiers du gouvernement pour financer des programmes de dépenses qui cadrent avec les priorités du gouvernement.

#### **5. Cibles économiques et fiscales pour l'exercice 2019**

Les politiques économique, financière et fiscale continueront d'être appliquées en conformité avec la loi sur les finances publiques et la gestion économique [CAP 244] en vue de parvenir aux objectifs et cibles suivants :

<b>Cibles budgétaires pour 2019</b>	<b>Objectifs fiscaux à long terme</b>
<b>Balance budgétaire</b> Budget équilibré	Balance de fonctionnement positive à moyen terme
<b>Recettes</b> Recettes de fonctionnement	Une base de recette large, avec des recettes suffisantes pour



estimées prévisionnellement à 21,0 pour cent au moins du PIB	satisfaire à l'objectif d'équilibre budgétaire. Recettes de fonctionnement doivent croître à un taux supérieur à celui des dépenses
<b>Dépenses</b> Dépenses de fonctionnement estimées prévisionnellement à 21,0 pour cent au moins du PIB	Dépenses compatibles avec l'objectif de budget équilibré
<b>Endettement</b> Maintenir la valeur actuelle nette (VAN) de la dette extérieure à 30 pour cent du PIB, maximum	Le rapport d'endettement - dette nominale publique et dettes garanties par l'Etat – au PIB doit demeurer inférieur à 60,0 pour cent du PIB associé aux risques liés aux catastrophes et au changement climatique
<b>Croissance économique</b> Croissance prévisionnelle à 3,2 pour cent	La moyenne du taux de croissance économique annuel au moins supérieure au taux de croissance démographique (2,3 pour cent)
<b>Inflation</b> Inflation prévisionnelle à 2,5 pour cent	Le taux d'inflation annuel reste inférieur à 4,0 pour cent

## 6. Conclusion

La Déclaration de politique budgétaire pour l'exercice 2019 est au point et conforme aux conditions légales stipulées dans la loi sur les finances publiques et la gestion économique [Chap. 244]. Elle constituera les principes directeurs de base pour l'établissement du budget de l'exercice 2019 préalablement à l'adoption de la loi de finances par le Parlement. Par conséquent, le gouvernement va continuer à s'assurer que les agences respectent la présente Déclaration de politique budgétaire lorsqu'elles mettent au point le budget pour 2019.